



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : ecrire@npa2009.org
Consulter : <http://www.npa-auto-critique.org/>

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Mardi 5 juillet 2016

Vive l'Europe des travailleurs !

Depuis l'annonce des 51,9 % favorables au Brexit (la sortie de l'Union européenne pour la Grande-Bretagne) la panique semblait s'être emparée des médias et des responsables politiques. Aujourd'hui, tout ce cirque semble peu à peu se dégonfler : avant le Brexit, la Grande-Bretagne avait un pied dans l'Union et un pied dehors ; après le Brexit, ce sera... l'inverse ! En effet, hommes d'affaires et gouvernants britanniques et européens se donnent au moins deux ans pour négocier les conditions de cette sortie, c'est-à-dire de nouveaux accords commerciaux. La grande bourgeoisie anglaise et ses financiers de la City sont avant tout préoccupés de conserver leur accès au marché européen, et tout sera fait sur mesure pour qu'ils soient satisfaits.

Le piège du repli national

Ce qui est vraiment préoccupant, c'est le climat nauséabond de repli nationaliste, voire de racisme, qui s'est installé à la faveur de ce vote. C'est uniquement pour concurrencer UKIP, l'extrême droite anglaise, sur son propre terrain, que le Premier ministre Cameron avait choisi d'organiser ce référendum... qui lui est retombé sur le nez. On voudrait nous faire croire, en Grande-Bretagne et ailleurs, que tous les problèmes du monde du travail viennent de l'ouverture des frontières et des immigrés.

C'est la carte que joue aussi Marine Le Pen, quand elle réclame des référendums partout en Europe pour rétablir une prétendue « souveraineté nationale ». But de la manœuvre : camoufler la responsabilité du patronat, qui partout licencie et demande aux gouvernements d'attaquer nos droits.

L'austérité, la précarité et les bas salaires ne sont pas imposés de l'extérieur.

Quand un Mélenchon, qui prétend incarner une « gauche de la gauche », se réjouit du vote britannique en prétendant que les licenciements dans la sidérurgie française seraient la faute au « libre échange » permettant « d'importer de l'acier chinois », ou que la loi El Khomri aurait été dictée à Hollande par Angela Merkel, il cultive les mêmes préjugés.

Valls et Gattaz n'ont pas besoin de l'Europe pour vouloir imposer la loi Travail ! Le gouvernement français est bien plus aux ordres du Medef que de Bruxelles.

Par-delà leurs frontières, unissons-nous !

Ces préjugés sont un poison pour les travailleurs, fait pour nous diviser. En réalité, ce sont partout les

mêmes attaques auxquelles les classes populaires sont confrontées. Avec partout des déclinaisons locales de la loi El Khomri. En Italie depuis un an, le Job Act a instauré un CDI avec période d'essai de... trois ans ! En Angleterre, des CDI garantissant... zéro heure de travail par mois sont parfaitement légaux. En Allemagne, ce sont les « jobs à un euro ». En Belgique, les travailleurs se mobilisent en ce moment contre une loi semblable à la loi Travail. Partout les salariés sont logés à même enseigne, sont dans la même galère. Mais ils représenteraient une force colossale s'ils parvenaient à se rassembler contre leurs exploiters et profiteurs. Par-delà les frontières.

Leur Europe et la nôtre

En construisant une Europe à leur image, uniquement au service de leurs profits, de leur argent qui circule librement, alors que les réfugiés se heurtent à des frontières extérieures renforcées, qui ont transformé la Méditerranée et la Manche en cimetières, gouvernements et patrons européens dégoûtent une partie de la population de l'idée même d'Europe unie. Et ceux qui prétendent que c'est l'abolition des frontières qui permet aux patrons de mettre les travailleurs en concurrence, pour pratiquer un « dumping social », mentent. Au contraire : les patrons profitent du fait que les travailleurs n'ont pas partout les mêmes droits, conditions et salaires.

La véritable manière de se défendre serait de construire une Europe des travailleurs à notre façon, en entrant en lutte, toutes origines confondues. Une Europe qui ne se construira ni par référendum, ni par aucune autre élection, mais par l'unification de nos luttes communes.

La censure, c'est dans la rue que ça se passe !

C'est pendant le défilé, hier mardi, de la nouvelle manifestation contre la loi Travail, que Manuel Valls a annoncé au parlement qu'il recourait une nouvelle fois au 49-3.

Les députés, dont on n'avait de toutes façons rien à attendre, sont sommés de la fermer.

Mais pas nous. Et la rentrée pourrait bien être chaude. Car nous le savons tous (et le CPE l'avait montré contre Villepin-Chirac) : ce qu'un gouvernement fait, la rue peut le défaire.

Les PVGistes (ex-PPGistes) vous saluent bien

Lors de la récente convention DEA-TM, ce n'est pas la prestation mi-quiche mi-raisin du Vicomte de la Compét' qui a été saluée par des applaudissements. C'est celle d'un salarié qui, lors des questions/réponses, a parlé des problèmes de terrain, du manque de moyens et des pressions au quotidien.

Les directeurs nous promettent du sang et des larmes. Et tout ça pour des clopinettes. A l'applaudimètre, c'est plutôt la lutte qui a été plébiscitée.

Serait-il jaloux ?

Il y a peu, Ghosn avait tenu à se faire attribuer une rallonge sur son salaire Renault, porté à 7,25 millions d'euros. Même les actionnaires avaient trouvé ça abusif. D'autant qu'on vient d'apprendre le nouveau montant de sa seconde paye, celle de Nissan : 9,09 millions.

Mais il faut dire qu'à côté de son alter ego, le PDG de Ford et ses 18,6 millions de dollars, et de la patronne de General Motors, 28,8 millions de dollars, notre pauvre Ghosn fait figure de minable.

Renault/Nissan, champion de la répression

Mardi dernier, des représentants du syndicat américain UAW (United Auto Workers) étaient en France pour protester devant le siège de Renault contre les pratiques « *antisyndicales de l'Alliance Renault-Nissan aux Etats-Unis* ». Ils dénoncent les multiples pressions exercées par Nissan dans son usine de Canton au Mississippi pour empêcher les ouvriers de créer une section syndicale dans cette usine.

Ghosn, le ventre bien rempli par sa double rémunération, n'a même pas daigné les recevoir. Il peut toujours faire la sourde oreille mais quand les travailleurs de Bursa en Turquie, de Canton aux Etats-Unis, de France et d'ailleurs s'uniront, il n'y a guère qu'au Panama qu'il pourra se réfugier.

Hé oh la gauche !

La semaine dernière, la CFDT-Lardy a diffusé un tract au sujet de la loi El Khomri, dans lequel elle s'en

prend aux salariés qui ont le courage de se battre contre cette attaque du gouvernement. Cette prise de position de la CFDT, qui pourrait en étonner certains, n'est en fait pas nouvelle : 35H Renault, accord de la honte, ANI et maintenant loi Travail, les sociaux-démocrates de la CFDT ont bien souvent cautionné les attaques du patronat et du gouvernement. Surtout lorsque leurs alter ego socialistes sont aux commandes.

En commettant ce tract, la CFDT nous démontre une fois de plus que le réformisme n'est qu'une supercherie. Il est en effet impossible d'être en même temps au gouvernement et avec les salariés en lutte... CQFD.

Un pied dedans, un dehors, nouveau statut Renault

Avec un carnet de commandes plein pour les Masters, Renault a décidé de créer une seconde équipe de nuit à la Sovab (Batilly). On pourrait croire « *tiens, v'la de l'embauche* ».

Erreur, les 400 salariés qui constitueront la nouvelle équipe ne seront pris qu'en CDD, précaires et licenciables à souhait.

Et comme la direction voudrait tout de même que certains d'entre eux connaissent le boulot, elle se propose d'en piocher parmi ceux qui ont déjà fait de l'intérim à l'usine. D'une précarité à l'autre, c'est le statut modèle du « nouveau salarié » dont rêve Renault.

Une justice au service des puissants

L'affaire Luxleaks avait fait la une des journaux : 2 salariés d'un cabinet d'audit avaient dévoilé comment les multinationales passaient des accords secrets avec le Luxembourg pour ne pas payer d'impôts. La semaine dernière, la justice a rendu son verdict : coupables ! Pas les politiciens et les groupes impliqués dans le scandale bien entendu. Non, les salariés « lanceurs d'alerte » qui ont osé enfreindre le sacro-saint secret des affaires et qui ont été condamnés à de la prison avec sursis...

Le cancer du profit

La CNAM vient d'annoncer 1,4 milliard d'euros d'économies (augmentation des contrôles, diminution des durées d'hospitalisation, des remboursements, des aides au transport...)

Ces économies serviraient à financer des traitements contre le cancer et le diabète. Sauf qu'il y a quelques mois, des cancérologues s'insurgeaient contre les marges faites par l'industrie pharmaceutique et les prix fixés en fonction du marché. Par exemple, le Glivec, un médicament contre une leucémie, coûte 7 500 € par mois aux Etats-Unis, 3 000 en France et quelques dizaines d'euros en Inde...